

HÔPITAL, RETRAITE, SÉCU, LOGEMENT, TRANSPORTS...

SERVICES PUBLICS : AVIS DE DESTRUCTION MASSIVE

> le billet

N'ÉCOUTEZ PAS LES MÉDECINS

L'Ordre des médecins aurait dernièrement changé d'avis. Le projet de plateau technique unique à Rolampont lui semble subitement paré de toutes les vertus.

Mais d'où viennent ces praticiens à l'avis (fluctuant) si autorisé ?

Du privé, essentiellement, et du groupe Elsan (cliniques de Langres et Chaumont qui squattent déjà beaucoup l'hôpital public), pour les plus influents.

Ceux-là sont donc d'accord pour que l'argent public serve à construire un établissement tout neuf qui permettra de regrouper les deux structures du groupe privé... Joli coup !

Mais si Elsan juge qu'un plateau technique s'impose à Rolampont, qu'il le construise lui-même ! Entre nous, il n'y a pas de risque...

Et que le service public assume enfin ses responsabilités là où il a le devoir de se tenir !

.. ELTÉ ..

BONNE QUESTION

Avec les mises en examen d'Eric Dupond-Moretti et d'Alexis Kohler, 40 autres affaires judiciaires ont été recensées depuis 2017 concernant la Macronie.

Question d'un député Nupes "les Français veulent savoir, êtes-vous là pour servir, ou pour vous servir"



CHAUMONT-HABITAT

Accusé lors du conseil municipal de Chaumont de *mettre en cause le personnel de Chaumont-Habitat et de taper sur le secteur public*, notre syndicat répond...

• PAGE 2

HÔPITAUX CENTRE ET SUD HAUTE-MARNE

- Rolampont, piège à cons...
- La cacophonie, y'en a marre !
- Et nos brèves... au vinaigre

• PAGE 3

LA SHRINKFLATION, VOUS CONNAISSEZ ?

Quand la taille des aliments diminue en catimini tandis que les prix gonflent...

• PAGE 4

... **CECI EST UNE INVITATION** ...

JEAN-CLAUDE BLANCHARD



SAMEDI 15 ET DIMANCHE 16 OCTOBRE 2022 • DE 10H À 19H

VERNISSAGE VENDREDI 14 OCTOBRE À 18H30

VERNISSAGE EN CHANSONS avec Claude Rossignol (chant) et Ludovic Grassot (guitare)

MAISON DES CARMÉLITES - 83 rue Victoire de la Marne 52000 Chaumont

Exposition d'Octobre

> mal-logement

« EST-CE AINSI QUE LES HOMMES [DOIVENT] VIVRE ? »

(Je suis d'un autre pays que le vôtre, d'un autre quartier, d'une autre solitude !)

... « La question qui retint l'attention de Loucheur en 1920 était la pénurie d'habitations à bon marché. Alexandre Ribot, auteur d'une loi de 1908 sur les logements publics, exprima les sentiments de maints Français en déclarant au Sénat en mars 1920, « Il n'est pas de question d'un plus grand intérêt national que celle du logement populaire. Les efforts jusqu'ici ont été insuffisants »...

La fondation Abbé-Pierre pour le logement des défavorisés, reconnue d'utilité publique le 11 février 1992, a pour mission de permettre à toute personne démunie d'accéder à un logement décent et à une vie digne, quels que soient le montant de ses ressources et sa situation sociale.

La France, condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme, devrait mettre « enfin les moyens nécessaires pour faire respecter le droit au logement opposable ».

Nous ne sommes pas en reste à Chaumont. Que ce soit dans nos quartiers où dans nos rues, les acteurs sociaux vivent au quotidien auprès des mal-logés. En franchissant la porte d'un logement, le constat est saisissant, la vétusté dans laquelle vivent les personnes est réelle, palpable. Une fenêtre remplacée par du contreplaqué, le froid, les courants d'air, et j'en passe.

Les travailleurs sociaux sont souvent le seul lien avec l'extérieur. Ils sont le miroir de ces oubliés en transmettant à leurs associations cette confrontation, cette dureté au-delà des murs et des portes.

Les personnes qui vivent dans des endroits, que nous pourrions désigner de ghettos, (quartier dans lequel se trouve une forte concentration d'une minorité ethnique, culturelle ou religieuse, par choix ou par contrainte, avec une connotation de difficulté et de ségrégation sociale, voire de réclusion, dans un environnement urbain généralement dégradé), accumulent les problèmes de mise à l'écart.

Notre syndicat se trouve naturellement à leurs côtés, auprès d'eux. Essayant, tant que faire se peut, d'être à l'écoute de ces gens, afin qu'ils soient entendus ; ceci en interpellant nos élus, notre maire pour qu'enfin ils quittent leurs habits d'ego et se rendent compte par eux-mêmes de ce fait. Pour que des efforts financiers soient engagés afin d'améliorer ce qui, à mon sens, n'a plus lieu d'être.

ALAIN LESUISSE 1er octobre 2022

> Chaumont Habitat

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE LA MAIRE DE CHAUMONT

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

Au cours du dernier Conseil municipal de Chaumont, à M Demay qui lui faisait part de courriers de locataires HLM sur des problèmes de blattes, Mme la maire a répondu qu'il ne faut pas mettre en cause le personnel et taper sur le secteur public (sic). Réponse hors sol, puisque personne n'a remis en cause le personnel. Nous savons tous qu'il est en nombre insuffisant. Taper sur le secteur public ? Mme la maire voudrait faire croire que les locataires qui demandent à Chaumont Habitat de respecter ses obligations de logement décent sont des détracteurs du secteur public ? Réclamer des portes qui ferment, des espaces verts entretenus, des ascenseurs qui fonctionnent, des logements sans blattes, des parties communes éclairées et sans rats, serait donc taper sur le service public ?

Un logement social n'est pas un logement gratuit, les locataires payent un loyer et des charges et ont des droits.

Mme la maire en a profité pour critiquer notre syndicat qui, selon elle, ne s'occupe pas des logements indignes dans le privé ! Cela lui permet de ne pas reconnaître les manquements de la direction de Chaumont Habitat.

En attendant, Mme Guillemy n'a pas répondu aux demandes formulées par M. Demay, comme elle semble aussi ignorer toutes celles qui s'expriment dans les journaux locaux et dans les courriers que nous recevons.

Mme la maire, pourriez-vous habiter un immeuble infesté de blattes et de rats avec des communs éclairés une fois sur deux, des portes ouvertes à tous, jour et nuit, des balcons qui s'effritent, comme dans la tour d'Ashton ? Le directeur de Chaumont Habitat qui se sent déjà tout puissant, même vis-à-vis de la maire de Chaumont, présidente de l'office, peut tranquillement continuer à mépriser ses clients-locataires.

Le 82ème congrès de l'USH (Union sociale pour l'habitat) qui s'est tenu le week-end dernier a pourtant rappelé que le logement social est le pilier de la cohésion sociale, que la stabilité de la société passe par un logement de qualité, abordable.

Le syndicat CGT des retraités attend toujours une réponse au courrier qu'il a adressé à madame Guillemy sur les problèmes rencontrés par les locataires de Chaumont Habitat.

Chaumont le 3 octobre 2022



MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu.
- Merci à Jean-Pierre, Marylène, Christian, Michel, Gérard, Jacqueline, Daniel, Isabelle, Josette, Jean-Louis, Richard, Jean-Claude, Arlette, Liliane, Anne, Marine, Chantal, Denise, Éric, Élise, Josette, Jean-Louis, Jacqueline, Sylvie, Gérard, Robert, Jacques et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom : Verse..... euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

ROLAMPONT, PIÈGE À CONS !

Les habitants du sud de la Haute-Marne se sont battus contre la déclassification de l'hôpital de Langres et la fermeture annoncée de nombreux services. Chapeau ! Leur mobilisation fut exemplaire. Ils ont été entendus. Mais nombre d'entre eux sont tombés dans le panneau tendu par de sombres politicards.

Au lieu de lutter contre un système visant à dépouiller les zones les plus faibles, ils s'imaginent pouvoir en profiter. Et les voici, enfourchant le dada de vieux calotins n'ayant pas digéré le transfert de l'évêché, prêts à accepter le deal gouvernemental, pourvu que ça se fasse sur le dos de Chaumont. On les voit décidés à défendre farouchement l'idée d'un plateau technique unique, pourvu qu'il soit installé à Rolampont, tout près de chez eux.

La vieille aberration d'il y a 16 ans refait surface. Comment peut-on croire encore aujourd'hui qu'on va répondre aux défis actuels en obligeant la plus grande partie de la population à se déplacer ? Mettre tous les jours sur la route des centaines d'employés et certainement autant de visiteurs, est-ce bien raisonnable ?

Tous les arguments développés jusqu'ici en faveur de l'hôpital de Langres peuvent l'être pour celui de Chaumont. En deux fois plus fort, puisque ça concerne deux fois plus d'habitants.

Il serait si simple de se battre pour le maintien des deux structures. D'autant que même le département s'est engagé à participer au financement des travaux nécessaires dans les deux villes.

Mais cette idée rolampontesque, qui présente l'énorme avantage de diviser la population, est regardée avec un grand intérêt par les représentants de l'Etat. C'est le meilleur moyen pour justifier l'inaction et laisser pourrir encore la situation sur les deux sites.

Plus ils agitent Rolampont, plus ils ont de chances de faire tomber le « coûteux » système hospitalier des centre et sud haut-marnais. Une bonne guerre entre Langres et Chaumont leur permettra finalement d'envoyer tout le monde à Dijon.

Ceux qui, comme en 2006, croient toujours à Rolampont, seront encore les dindons !..



LA CACOPHONIE AUTOUR DES HÔPITAUX, Y'EN A MARRE !

Qualifiant de « mascarade » les ateliers issus du Ségur, (l'ARS et Zimet apprécieront), la préfète a décidé de les suspendre. Soudain, un nouveau projet d'organisation des soins peut sortir, initié principalement par le Conseil de l'Ordre des médecins, reniant ses positions précédentes. Ce projet n'est pas dévoilé, c'est le propre d'une mascarade d'avancer déguisé et masqué. Seul un coin du voile est levé et un gros mot est lancé : Rolampont ! À elle seule, cette évocation fait ressurgir tous les vieux démons : opposition Langres Chaumont, bien entretenue par le JHM, une mascarade a besoin d'une mise en scène fallacieuse ; opposition société civile et élus ; allégeance politique des élus chaumontais arcbutés à la gradation des soins du Ségur.

Encore une fois, cela serait risible ou nous laisserait indifférents, s'il ne s'agissait de maternité fermée, de malades ballotés, d'attentes interminables, de ruptures de parcours de soins, de personnel épuisé, de postes supprimés et d'autres souffrances. Quel intérêt à ressortir ce serpent de mer de Rolampont, si ce n'est principalement celui du secteur privé auquel bénéficieront les activités lucratives de la plateforme. La défense du secteur public sera-t-elle au centre de ce projet et apportera-t-elle de la lumière sur l'imbroglio hôpital/clinique ?

Oui, monsieur Voirin, *pas de soins sans une structure hospitalière forte*, oui, monsieur le docteur Dupont, *l'objet* (je préférerais le sujet) *avant le projet*, mais au-delà des belles phrases, **des actes !**

LOUIS LAPRADE

LE POIDS DES MAUX ET LE CHOC DE LA PHOTO

«Une» racoleuse du jhm, jeudi 29 septembre. « *Hôpitaux : les médecins rallument le feu* » est incrusté dans une photo d'un tiers de page, reproduite page 4 dans un format moins grand qui jouxte le commentaire du « dossier ».

La particularité de cette photo ? Elle est censée être représentative des manifestations langroises pour la pérennité de l'offre de soins de proximité. Et donc, elle propose, au premier plan, deux pancartes qui donnent le ton : « *Direction chaumontaise = fossoyeur de Langres* » et « *Argent du Ségur séquestré par Chaumont* ».

En dessous ou à côté de quoi les déclarations des élus et du Conseil de

l'Ordre des Médecins semblent bien mièvres. Pour l'occasion, le jhm n'a rien trouvé de mieux que « jeter de l'huile sur le feu » !

UN SÉCUR POUR ÇA ?

Nous l'avons écrit et rien ne l'infirmes aujourd'hui encore : mitonné par le préfet Zimet avec l'assentiment actif de l'ARS et suivi de A à B par B. Abba, le micro-Ségur-52 n'a guère accouché en décembre que d'une solution déjà toute prête au printemps. En résumé, l'offre de soins étant dégradée, il préconisait la gradation : suppression d'un plateau technique sur les deux existants, en toute équité et démocratie, cela va sans dire !

SURRÉALISTE

Pour Salvador Dali le *Centre du Monde* était la gare de Perpignan et chaque arrivée « *l'occasion d'une véritable éjaculation mentale* ». Rolampont n'a pas de gare mais l'autoroute. Il n'empêche : la voilà proclamée « **Centre de Gravité** du sud et centre haut-marnais ».

Une affirmation chiffrée défiant tous les principes de gravitation émis de Copernic à Newton. Et pire, l'élémentaire calcul tel que dispensé en école primaire.

RETOUR SUR TERRE

Dans le fatras des déclarations contradictoires émises de toutes parts, des motions et des émotions, dans « le bruit et la fureur », peut-être faut-il tendre l'oreille aux non-dit et au silence.

Nulle part n'est pointée la responsabilité des gouvernements successifs qui poursuivent sans sourciller les coupes sombres dans le service public de la santé.

La suppression de services, de lits et de postes se poursuit en mode continu. Les temps présents nous le rappellent : hôpital de Wassy (25 lits), hôpital de Joinville (15 lits). Et partout au nord comme au sud, des soignants à la peine et inquiets.

Pour mémoire 22 000 lits supprimés durant le quinquennat dont 10 000 en pleine période de Covid-19.

G. TARDENOIS



UNANIMES



Dans un communiqué commun publié mardi 4 octobre, toutes les organisations syndicales (CGT, Cfdt, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires, FSU, Unef, VL, Fage, FIDL, MNL) ont réaffirmé leur refus du projet de réforme des retraites défendu par le pouvoir. www.cgt.fr

> inflation

SHRINKFLATION, VOUS CONNAISSEZ ?

QUAND LA TAILLE DES ALIMENTS DIMINUE EN CATIMINI TANDIS QUE LES PRIX GONFLENT...

Les prix alimentaires vont devenir les premiers contributeurs à la hausse des prix devant ceux de l'énergie et des services, avec une hausse estimée à 12% à la fin de l'année.

Ces hausses pèsent sur les budgets des consommateurs, et ceux-ci sont nombreux à alerter l'ONG Foodwatch sur une pratique constatée en supermarché : leurs produits favoris réduisent leur taille mais pas leur prix. C'est ce qu'on appelle la shrinkflation ou inflation masquée. La « shrinkflation » (to shrink signifie réduire, en anglais) consiste pour les industriels de l'agroalimentaire à diminuer la quantité d'un produit sans en changer le prix pour conserver (ou augmenter encore) leurs profits.

Kiri a diminué ses portions de 20 à 18 grammes mais le prix au kilo, constaté par Foodwatch chez Auchan, a pris 11%. Le pot de margarine Saint-Hubert Omega 3 a, lui, perdu 4% de son poids, passant de 240 à 230 gr, mais son prix au kilo a augmenté de 18 % depuis trois ans. Les boîtes de chocolats Pyrénéens au lait de Lindt ne comptent plus que 24 bouchées au lieu de 30 et ont augmenté de 30% depuis 2020 chez Carrefour. Les paquets de sucre de la marque Saint-Louis sont passés des formats 500 et 750 grammes à un format unique de 650 grammes pour un prix au kilo gonflé de 29%.

Chez Carrefour, les bouteilles d'eau Salvétat du géant Danone ne font plus que 1,15 litre au lieu de 1,25 litre, soit

8% de liquide en moins. Mais chez Intermarché, la hausse du prix au litre est à 15%. Le sirop de grenadine Tesseire est passé de 75cl à 60cl, soit 20% en moins, pour autant, le prix au litre a flambé de 37% chez Carrefour...

Les consommateurs sont nombreux à s'en plaindre. « Les entreprises font tout pour que l'on ne s'en rende pas compte, » dénonce Camille Dorioz, responsable des campagnes pour l'ONG. « Avec le prix du produit à l'unité, vous n'avez pas l'impression d'une forte hausse, alors que vous êtes sur des augmentations de 30 à 40% parfois, en regardant le prix au kilo. »

Foodwatch redoute qu'en cette période de forte inflation, liée à la hausse des prix des matières premières, ces pratiques ne se développent encore plus dans l'industrie agro-alimentaire.

L'ONG lance une pétition afin de pousser les fabricants et les distributeurs à informer clairement les consommateurs.

MARIE-ROSE PATELLI

<https://www.foodwatch.org/fr/>

> gaz électricité

Y AURA-T-IL DU FIOUL ET DES GRANULÉS DE BOIS A NOËL ?

La semaine dernière nous évoquions de possibles restrictions de gaz et d'électricité.

Cette semaine, c'est l'approvisionnement en granulés (pellets) de bois et en fioul qui inquiète bon nombre de nos concitoyens.

Les installations de poêles et chaudières à granulés se sont développées rapidement grâce aux subventions de l'État, mais la capacité nationale de production de ce combustible a du mal à suivre. « Nous ne sommes pas encore dans une situation de pénurie », assure Propellet, l'association nationale des professionnels du chauffage aux granulés de bois, mais

le déficit d'offre devrait être compris entre -5 et -15% en termes de volume si l'hiver n'est pas trop froid !

Résultat, beaucoup n'arrivent pas à se faire livrer et on leur parle même d'une livraison en janvier ! Quant au fioul où la quasi-totalité des commandes est maintenant dématérialisée, impossible de s'inscrire sur les sites qui affichent "des problèmes de logistique" et invitent à se reconnecter mi-octobre pour des livraisons quinze jours plus tard !

Est-ce la guerre en Ukraine, les sanctions contre la Russie et leur effet boomerang qui affectent nos livraisons de fioul, le manque d'anticipation qui touche les pellets, ou la spéculation qui baisse l'offre pour mieux augmenter les prix ?

Aurons-nous encore du chauffage à Noël ?

HÔPITAL DE LANGRES DE FERMETURES EN SUPPRESSION ?

À l'hôpital de Langres, le service de soins de suite et de réadaptation (SSR) a été fermé, comme tous les ans, pour les mois de Juillet et Août.

Ce service devait rouvrir le lundi 5 septembre, mais le personnel a été averti que la réouverture ne se ferait qu'au début octobre et qu'il serait mis à disposition des autres services de l'hôpital, voire à l'EHPAD, avec des changements de planning, au dernier moment. Puis tout dernièrement, la décision de ne rouvrir que le 7 novembre vient de tomber. Bien sûr, le personnel et les usagers se posent la question de savoir si ces reports ne seraient pas pour préparer doucement une fermeture définitive du service ...

Espérons que non. Mais cela n'est pas sans rappeler les fermetures de lits qui ont eu lieu à Wassy ou Joinville ces dernières semaines. Que vont devenir les hôpitaux haut-marnais ?

SYLVIE DUFORT

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr Tél : 06 79 61 00 78

À renvoyer : Syndicat CGT des retraités de Chaumont 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont